

F. 95 — 1435

[C — 27231]

6 AVRIL 1995. — Décret relatif à l'intégration des personnes handicapées (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Principes directeurs**CHAPITRE Ier. — Les principes généraux**

Article 1er. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, est considérée comme handicapée toute personne mineure ou majeure présentant une limitation importante de ses capacités d'intégration sociale ou professionnelle suite à une altération de ses facultés mentales, sensorielles ou physiques, qui engendre la nécessité d'une intervention de la société.

Cette limitation importante des capacités d'intégration doit correspondre à une catégorie de personnes handicapées telle que déterminée par la Communauté française en application de l'article 3, 7^o, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Pour chaque prestation ou service, le Gouvernement peut déterminer l'importance et la nature de la limitation des capacités visées.

Art. 3. Le Gouvernement veille à assurer la pleine et entière participation des personnes handicapées à la vie sociale et économique, quels que soient l'origine, la nature ou le degré de leur handicap.

Art. 4. Les mesures de prévention, d'adaptation et d'intégration visées par les chapitres II, III et IV du titre premier du présent décret sont arrêtées par le Gouvernement; elles respectent les principes suivants :

- être agencées de façon à répondre de manière souple et adaptée aux besoins individuels clairement identifiés et aux projets qui en découlent;
- mettre l'accent sur l'implication de la personne handicapée, de sa famille et de son entourage, privilégier les interventions qui respectent autant que possible le dynamisme du milieu naturel et donner la préférence au maintien de la personne handicapée dans son milieu familial ou dans son entourage habituel;
- être orientées vers des objectifs de qualité de vie des personnes handicapées et être conformes aux règles de la déontologie;
- faire l'objet d'une évaluation qualitative à laquelle participent les personnes handicapées, leur famille et les services;
- respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des personnes handicapées;
- être organisées dans le cadre d'une coopération locale et multisectorielle qui respecte les compétences spécifiques de chaque service;
- prévoir un encadrement et une infrastructure dont l'importance et la qualification répondent de façon adéquate aux besoins des personnes handicapées;
- assurer une formation adaptée aux intervenants et prévoir des mécanismes garantissant leur participation à l'élaboration des orientations pédagogiques des services;
- favoriser de façon prioritaire l'accès des personnes handicapées aux services généraux destinés à l'ensemble de la population et répondant à leurs besoins particuliers.

CHAPITRE II. — Les mesures de prévention

Art. 5. Le Gouvernement arrête des mesures de prévention, le cas échéant dans le cadre d'accords de coopération, concernant :

- 1^o l'identification des types de déficiences et leurs causes;
- 2^o la promotion du dépistage et du diagnostic précoce;
- 3^o la collaboration à des programmes d'éducation pour la promotion de la santé, relatifs notamment à la nutrition, l'hygiène, la sédentarité et aux assuétudes;
- 4^o l'amélioration de l'accès aux soins de santé primaires et de la qualité de ceux-ci;
- 5^o l'amélioration de la situation sociale et culturelle des personnes à risque;
- 6^o le renforcement des mesures de protection de la santé mentale;
- 7^o la diminution des risques liés à l'environnement physique, à l'inadaptation des logements ou à l'urbanisation.

CHAPITRE III. — Les mesures d'adaptation

Art. 6. Le Gouvernement arrête des mesures d'adaptation visant à assurer notamment aux personnes handicapées le bénéfice de services offrant :

- 1^o une dispensation de soins et de services appropriés visant, autant que possible et prioritairement, au maintien à domicile;
- 2^o une réadaptation fonctionnelle favorisant une vie autonome dans la société;
- 3^o des aides techniques et des appareillages favorisant l'autonomie et la mobilité;
- 4^o un accompagnement d'ordre social, médical, paramédical ou psychologique;
- 5^o un apprentissage social afin de leur faire acquérir la plus large autonomie possible;
- 6^o une éducation et une orientation appropriées;
- 7^o une réadaptation ou une formation professionnelles appropriées;
- 8^o une intégration professionnelle adéquate;
- 9^o un accueil ou un hébergement adéquat.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil, 266 (1993-1994) n^o 1 à 23.

Compte-rendu intégral, séance publique du 5 avril 1995. Discussion-Vote.

CHAPITRE IV. — *Les mesures d'intégration*

Art. 7. Le Gouvernement assure la diffusion de l'information sur les droits des personnes handicapées et sur les services mis à leur disposition.

Art. 8. Le Gouvernement met en œuvre des programmes visant à :

- 1° promouvoir le développement de logements individuels selon des normes architecturales adaptées aux besoins des personnes handicapées;
- 2° promouvoir le développement d'une politique de transport qui tienne compte des besoins des personnes handicapées;
- 3° rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements et installations destinés au public, les lieux d'éducation, de formation et de travail ainsi que la voirie;
- 4° favoriser l'adaptation des moyens d'accès à l'information aux caractéristiques fonctionnelles des personnes handicapées;
- 5° favoriser la recherche et le développement de technologies nouvelles en vue de l'intégration sociale des personnes handicapées.

Art. 9. Le Gouvernement incite les communes à développer des initiatives visant à accroître la participation des personnes handicapées et de leurs associations à la vie locale.

Art. 10. Le Gouvernement arrête les mesures destinées à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi. Ces mesures portent notamment sur des soutiens à la création de nouveaux emplois et des incitations positives à l'emploi.

Une obligation d'emploi des personnes handicapées est instaurée. Sont soumis à cette obligation les administrations publiques et les organismes d'intérêt public dépendant de l'autorité de la Région.

Le Gouvernement fixe le nombre de personnes handicapées devant être employées en tenant compte de la nature et de l'importance des services ainsi que de la capacité de rendement des personnes handicapées.

TITRE II. — *L'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées*CHAPITRE Ier. — *La création*

Art. 11. Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique appelé Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, ci-après dénommé l'"Agence".

L'Agence a son siège à Charleroi.

Le Gouvernement fixe le nombre de ses bureaux régionaux, leur localisation et le territoire qu'ils desservent.

Art. 12. Sous réserve des dispositions du présent décret ou des arrêtés pris en vertu de celui-ci, l'Agence est soumise à l'ensemble des dispositions fixées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en ce qui concerne les organismes B visés à l'article 1^{er} de ladite loi et aux arrêtés pris en exécution de cette loi.

Elle succède, en ce qui concerne la Région wallonne, aux droits, obligations, biens et charges du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de la Région wallonne en ce qui concerne l'exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Art. 13. L'Agence est notamment chargée de recevoir les demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, de les instruire et de se prononcer à leur sujet.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 14. L'Agence est l'instrument du Gouvernement en vue de l'exécution de la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

A cette fin, elle est chargée d'une mission générale de coordination et d'information. Celle-ci comprend :

- l'élaboration de propositions d'actions et de planification de la politique régionale;
- la participation à la coordination régionale et interministérielle de la politique des personnes handicapées;
- la promotion d'études, de recherches d'informations et la mise en place d'indicateurs sociaux;
- l'organisation d'actions d'information et d'encouragement développant la prise de conscience de la collectivité;
- la promotion de la participation des personnes handicapées et de leurs associations à l'élaboration des mesures qui les concernent;
- la promotion de la formation initiale et continue du personnel de l'ensemble des services s'adressant partiellement ou totalement aux personnes handicapées;
- la participation à la coopération interrégionale et aux relations internationales;
- la participation à la prévention, au dépistage et au diagnostic des déficiences et handicaps et à la mise en œuvre de l'aide précoce;
- la promotion, l'information et l'orientation de la personne handicapée ainsi que l'information de sa famille;
- l'élaboration, chaque fois que nécessaire, d'un projet personnalisé d'interventions qui réponde aux aspirations, aptitudes et besoins de la personne handicapée, en collaboration avec celle-ci et les partenaires existants et utiles à la conception et à la réalisation du projet;
- la promotion de l'accueil, l'hébergement, le développement optimal ou l'accompagnement des personnes handicapées;
- la promotion de la formation ou la réadaptation professionnelle des personnes handicapées;
- la promotion de l'accès à l'emploi des personnes handicapées;
- la promotion de la participation des personnes handicapées dans la vie culturelle et sociale, en favorisant notamment la mobilité des personnes et les moyens d'accès.

Le Gouvernement peut charger l'Agence de missions spécifiques qui répondent à son objet social.

Art. 15. Pour l'accomplissement des missions, l'Agence peut dans les conditions fixées par le Gouvernement :

- prendre en charge totalement ou partiellement les frais d'intégration sociale et professionnelle supportés par les personnes handicapées ou par des tiers;
- octroyer des subventions à des associations, services ou institutions ainsi que passer des conventions avec ceux-ci, en vue de couvrir la totalité ou une partie du coût d'activités déployées en faveur de personnes handicapées;
- octroyer des subsides pour l'achat, la construction, la transformation d'infrastructures ou d'équipements spécifiques destinés aux personnes handicapées.

CHAPITRE III. — Les bénéficiaires

Art. 16. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions spécifiques énoncées dans le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et prises en application de ces dispositions, peuvent bénéficier des prestations de l'Agence les personnes handicapées qui n'ont pas atteint l'âge de 65 ans au moment où elles introduisent leur première demande d'intervention.

Les bénéficiaires doivent en outre satisfaire aux conditions suivantes :

- être domiciliés sur le territoire de la région de langue française ou sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un accord de coopération;
- être de nationalité belge ou être de statut apatride ou réfugiés reconnus ou être travailleurs ou enfants de travailleurs d'un Etat membre de l'Union européenne.

Les personnes qui ne répondent pas aux conditions de nationalité peuvent néanmoins bénéficier des prestations de l'Agence pour autant qu'elles justifient d'une période de résidence régulière et ininterrompue de cinq ans en Belgique précédant leur demande d'intervention.

La période de résidence régulière et ininterrompue n'est pas exigée pour le conjoint ou les enfants à charge d'une personne qui justifie d'une durée de résidence requise.

§ 2. Le Gouvernement peut étendre l'application du présent décret, dans les conditions fixées par lui, à des personnes handicapées autres que celles visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Sous réserve de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, des accords de coopération approuvés par le Conseil régional wallon dérogent aux dispositions énoncées aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article.

§ 4. Sous réserve de réciprocité et dans le cadre d'un accord de coopération, l'Agence prend en charge les frais liés au placement et à l'intégration socio-professionnelle de personnes handicapées accueillies, en vertu de la réglementation arrêtée par la Commission communautaire française, dans des institutions situées dans la région de langue française.

§ 5. Des accords de coopération précisent les conditions et les modalités d'accueil, d'hébergement et d'intégration socio-professionnelle des personnes handicapées relevant des autres entités fédérées.

Art. 17. Les prestations de l'Agence sont individuelles ou collectives.

Les prestations individuelles consistent en une aide financière versée aux personnes handicapées.

Les prestations collectives consistent en subsides versés à des institutions ou services qui s'adressent à des personnes handicapées.

Art. 18. L'intervention de l'Agence peut être refusée ou réduite soit si la personne handicapée bénéficie, sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent décret, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit si elle s'abstient de faire valoir ses droits à une telle prestation alors qu'elle pourrait y prétendre.

Art. 19. En vue des interventions financières de l'Agence, dans les limites et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, il est tenu compte de la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, des particularités des besoins et de la situation des personnes handicapées, notamment :

- de la nature de l'aide requise;
- du degré de nécessité des prestations sollicitées et des indications résultant du projet d'interventions personnalisé éventuellement établi;
- du coût normal des prestations demandées et de leur coût supplémentaire à celui qu'une personne non handicapée encourt dans des situations identiques;
- des autres interventions légales et réglementaires dont peut bénéficier la personne handicapée et éventuellement de l'importance des ressources des personnes handicapées.

Art. 20. L'Agence établit un dossier de base au nom et avec le concours de la personne handicapée.

Ce dossier de base comprend les renseignements administratifs, médicaux, sociaux et pédagogiques et toute donnée pluridisciplinaire permettant de statuer sur les demandes d'intervention introduites par la personne handicapée ou son représentant légal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le dossier de base peut être constitué par l'Agence en se fondant sur les données communiquées par des centres agréés à cette fin. Les centres agréés ainsi que les personnes qui les composent doivent être indépendants et ne pas avoir d'intérêt direct avec le service ou la structure auxquels la personne handicapée est confiée.

Le Gouvernement détermine les renseignements et les données pluridisciplinaires nécessaires en vue de statuer sur la demande d'intervention.

Le dossier de base sert, selon les nécessités, à l'établissement d'un projet d'interventions personnalisé en faveur de la personne handicapée. Ce projet est élaboré à la demande ou avec l'accord de l'intéressé ou de son représentant légal. Il est approuvé par l'intéressé ou par son représentant légal.

Le dossier de base est conservé par l'Agence. Les fonctionnaires ayant en charge le dossier sont astreints au secret médical et professionnel.

Tous service et structure visés à l'article 24 doivent tenir à jour un dossier permettant de déterminer l'évolution médicale, sociale et pédagogique de la personne handicapée et d'évaluer les besoins et les moyens mis en œuvre pour les rencontrer.

Art. 21. L'Agence fonde sa décision relative à la prise en charge sur le dossier de base.

Dans un délai ne dépassant pas les soixante jours à compter de la réception par l'Agence des documents et renseignements nécessaires, l'Agence statue sur la demande d'intervention.

Toute décision est motivée et notifiée au demandeur ou à son représentant légal par pli recommandé à la poste. Le cas échéant, elle mentionne la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles l'Agence accorde son intervention.

Elle est notifiée, dans les quinze jours suivant la décision, à la personne handicapée ou à son représentant légal et, le cas échéant, au service qui assure l'intégration de la personne handicapée.

Par dérogation aux alinéas précédents, le Gouvernement détermine, sur proposition du comité de gestion de l'Agence, les situations qui justifient une décision provisoire.

L'Agence peut revoir, sans effet rétroactif, une décision prise en application de l'alinéa 1^{er} du présent article, si une modification, notamment sur le plan médical, intervient dans l'état de la personne handicapée.

Le Gouvernement règle la procédure de révision.

Art. 22. Il est instauré une commission d'appel chargée de statuer sur les recours introduits contre les décisions relatives à l'octroi aux personnes handicapées de prestations en nature ou en espèces prises par l'Agence en application du présent décret.

La commission d'appel comprend un président, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants. Elle est composée de manière pluridisciplinaire et est présidée par un magistrat. Elle peut, en vue de statuer, recourir à l'avis d'experts qualifiés.

Le Gouvernement détermine la composition, les règles de fonctionnement, la procédure, le délai d'appel, le mode de nomination des membres de la commission et fixe la durée de leur mandat ainsi que les indemnités allouées au président, aux membres et aux experts.

Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission d'appel.

CHAPITRE IV. — *L'agrément, le subventionnement des services et les conventions avec ceux-ci*

Art. 23. L'Agence veille en priorité à ce que les personnes handicapées puissent bénéficier d'une aide appropriée des services s'adressant à l'ensemble de la population.

L'Agence, soit agréée, soit agréée et subventionne toute activité ou tout service, créés par des pouvoirs publics ou par l'initiative privée, permettant d'assurer la mise en œuvre de ses missions.

Elle peut recourir à la collaboration de services et d'institutions qui disposent des qualifications et moyens nécessaires pour réaliser certaines missions spécifiques ou novatrices. A cet effet, l'Agence conclut des conventions avec un pouvoir public, un établissement d'utilité publique ou un organisme privé.

A défaut d'initiative publique ou privée permettant d'assurer la mise en œuvre de ses missions, l'Agence organise toute activité ou tout service.

Art. 24. Le Gouvernement arrête les règles de programmation, d'agrément, de contrôle, d'organisation, d'approbation et de subventionnement des services et structures visés à l'alinéa 2 du présent article; il arrête des normes générales auxquelles doit satisfaire toute convention conclue avec eux.

L'Agence peut agréer ou subventionner les services et structures suivants dans la mesure où ils s'adressent particulièrement aux personnes handicapées :

- 1° les services d'aide précoce aux enfants handicapés et aux parents d'enfants handicapés;
- 2° les services ou centres de rééducation fonctionnelle;
- 3° les services ou centres d'évaluation et d'orientation professionnelle;
- 4° les centres de formation et de réadaptation professionnelle spécialisée;
- 5° les entreprises de travail adapté;
- 6° les services d'accueil de jour;
- 7° les services résidentiels;
- 8° les services d'aide aux activités de la vie journalière;
- 9° les services de placement familial;
- 10° les services d'accompagnement;
- 11° les services de court séjour inclus ou non dans les structures existantes.

Le Gouvernement peut compléter la liste des services et structures énoncée à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement détermine, après avis du comité de gestion de l'Agence, les normes d'infrastructures et les normes de fonctionnement auxquelles doivent répondre les services et institutions visés au second alinéa.

Art. 25. Dans les limites et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, l'Agence peut accorder des subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques visant à assurer l'intégration des personnes handicapées. Les décisions sont prises par le comité de gestion.

Art. 26. Tout service, centre ou institution doit répondre aux normes d'infrastructures et aux normes de fonctionnement arrêtées par le Gouvernement sur proposition du comité de gestion de l'Agence. Ces normes sont fixées de façon distincte pour chaque type de service et d'institution et portent notamment sur :

- a) l'infrastructure matérielle;
- b) l'organisation et le fonctionnement;
- c) le nombre et le niveau de qualification du personnel;
- d) la gestion, la comptabilité et les rapports à établir par le service ou le centre;
- e) la politique d'admission, d'accueil, le suivi des plaintes, y compris les relations financières avec les personnes handicapées, la gestion des biens et des fonds des personnes handicapées.

Art. 27. Tout agrément est subordonné à l'engagement du service, du centre ou de l'institution de fournir à l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle et de se soumettre à son inspection.

Art. 28. A la demande de l'Agence, tout service, centre ou institution agréé doit participer à l'évaluation générale du fonctionnement des services destinés aux personnes handicapées.

Art. 29. Les personnes morales ou physiques qui, à titre onéreux, prennent en charge habituellement, de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel, des personnes handicapées qui n'appartiennent pas à leur famille jusqu'au quatrième degré, et qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par l'Agence. L'autorisation fixe le nombre de personnes pouvant être accueillies.

Le Gouvernement détermine la procédure relative à l'autorisation préalable ainsi que les conditions minimales de sécurité, d'hygiène et de personnel et les modalités de contrôle des personnes ou services qui hébergent de façon principale et à titre onéreux des personnes handicapées.

Art. 30. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction et d'instruction des demandes d'agrément. Il fixe également les règles selon lesquelles l'agrément peut être accordé, prolongé, refusé, suspendu ou retiré.

Si l'agrément est refusé, suspendu ou retiré, le demandeur peut introduire un recours contre cette décision auprès du Gouvernement qui fixera la procédure à suivre à cet effet.

L'agrément ne peut être accordé si, de l'avis de l'Agence, le service ne répond pas aux critères de programmation fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Les organes d'administration et le personnel*

Art. 31. L'Agence est gérée par un comité de gestion qui est composé :

- 1° d'un président;
- 2° de deux vice-présidents;
- 3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur proposition du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;
- 4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur présentation des associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées ou leur famille;
- 5° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 6° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants choisis en fonction de leur compétence en matière d'intégration des personnes handicapées, sur présentation des associations représentatives du secteur.

Art. 32. Le Gouvernement nomme le président, les deux vice-présidents et les membres du comité de gestion.

Le président et les deux vice-présidents doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être belges;
- 2° ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement;
- 3° ne pas présider ou faire partie du personnel d'associations ou services agréés ou subventionnés par l'Agence ou ceux visés à l'article 29 du présent décret;
- 4° faire la preuve d'une expérience utile de cinq ans.

Le président, les deux vice-présidents et les membres du comité de gestion sont nommés par le Gouvernement pour un mandat de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Art. 33. Le Gouvernement doit, dans les trois mois, veiller au remplacement de tout membre du comité de gestion qui a cessé d'exercer cette fonction avant la fin de son mandat. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Le comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 34. Parmi les membres du comité de gestion et sur proposition de celui-ci, le Gouvernement nomme quatre membres qui, avec le président et les vice-présidents, forment le bureau.

Le bureau prépare les réunions du comité de gestion et surveille la gestion journalière de l'Agence.

Art. 35. Le comité de gestion se réunit à l'initiative du président. Il se réunit également à la demande d'un quart de ses membres ou à la demande du Gouvernement.

Il est interdit aux membres du comité de gestion d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel.

Le Gouvernement soumet à l'avis du comité de gestion tout avant-projet de décret, tout projet d'arrêté organique ou réglementaire ou toute règle de fonctionnement qui concerne l'Agence. Le comité de gestion est tenu d'émettre son avis dans les deux mois suivant la demande, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai.

Passé ce délai, cette formalité est censée avoir été accomplie.

Le comité de gestion soumet au Gouvernement tout avant-projet de décret ou d'arrêté ainsi que toute proposition qu'il estime utiles.

Art. 36. Le comité de gestion est assisté par trois conseils chargés de l'éclairer dans sa mission :

- 1° le conseil pour l'aide individuelle à l'intégration;
- 2° le conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement;
- 3° le conseil pour l'éducation, la formation et l'emploi.

Le Gouvernement définit les missions respectives de chaque conseil et leur fonctionnement.

Chaque conseil est composé d'un maximum de douze membres nommés par le Gouvernement sur proposition des organisations, services ou institutions intéressés à l'application des décrets et arrêtés dont l'Agence assure l'exécution ou choisis en raison de leur compétence.

Chaque conseil est présidé par un membre du comité de gestion désigné par le Gouvernement.

Art. 37. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités que l'Agence peut accorder aux présidents, aux membres du comité de gestion et aux membres des conseils visés à l'article 36.

Art. 38. L'Agence instaure des commissions subrégionales de coordination.

Elle en fixe le nombre, la composition et le ressort.

Art. 39. Les commissions subrégionales de coordination ont pour mission de :

- 1° rassembler les données existantes concernant les caractéristiques socio-économiques et la situation des personnes handicapées;
- 2° procéder, au niveau de leur ressort, à l'étude des besoins des personnes handicapées en termes de services;
- 3° promouvoir la concertation et la coordination des services sociaux et de santé s'adressant partiellement ou totalement aux personnes handicapées dans leur ressort;
- 4° proposer les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir une politique active dans leur ressort, notamment en dressant un plan subrégional de coordination et d'intervention des services en faveur des personnes handicapées.

Les commissions subrégionales de coordination transmettent les conclusions de leurs travaux au comité de gestion et aux conseils de l'Agence.

Art. 40. L'Agence est dirigée par un administrateur général assisté d'un administrateur général adjoint, nommés tous deux par le Gouvernement qui fixe leur statut et leur traitement.

Art. 41. L'administrateur général exécute les décisions du comité de gestion; il donne à ce dernier toutes les informations utiles au fonctionnement de l'organisme.

Il assiste avec voix consultative aux réunions du comité de gestion et des conseils et en assure le secrétariat.

Il dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du comité de gestion, le fonctionnement de l'organisme.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur. Le comité de gestion peut également, dans les conditions qu'il détermine, autoriser l'administrateur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

L'administrateur général représente l'Agence dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte sans avoir à justifier d'une décision du comité de gestion.

L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution de toutes les tâches qui lui sont confiées. Il assiste également aux réunions du comité de gestion et des conseils.

En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint ou, à défaut de ce dernier, par un membre du personnel de l'Agence désigné par le comité de gestion.

Art. 42. Le Gouvernement fixe le cadre organique et le statut du personnel de l'Agence.

A l'exception de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint, le personnel est nommé, promu et révoqué par le comité de gestion.

Art. 43. Le comité de gestion ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Si, après convocation régulière, le comité ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les projets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Les délibérations du comité de gestion et du bureau sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de l'Agence.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et l'administrateur général ou par leur remplaçant.

Art. 44. Le Gouvernement approuve les programmes d'investissements et d'ouverture de nouveaux services ou établissements susceptibles d'être agréés ou subventionnés.

CHAPITRE VI. — *Le contrôle*

Art. 45. L'Agence est placée sous le contrôle du Gouvernement.

L'exercice des diverses missions de l'Agence doit se faire conformément aux priorités et aux orientations définies dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le comité de gestion.

Ce contrat est pluriannuel et est annexé au budget de l'Agence.

Le Gouvernement en détermine la procédure d'élaboration et les modalités de mise en œuvre.

Le contrat dont le contenu est négocié entre le Gouvernement et le comité de gestion porte notamment sur :

- les objectifs généraux assignés à l'Agence pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Le contrat est conclu entre le Gouvernement et le comité de gestion au plus tard lors de l'approbation du budget, par le Gouvernement, de la première année qu'il couvre.

Le contrat de gestion est communiqué au Conseil régional wallon.

Art. 46. Le Gouvernement nomme un commissaire et un délégué du Ministre du Budget

Ils assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de consultation. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus dans l'exercice de leur mission.

Ils sont entendus par le comité de gestion, le bureau et les administrateurs généraux à leur demande.

Dans un délai de quatre jours ouvrables, ils exercent un recours contre toute décision qu'ils jugent contraire aux lois, aux décrets, au contrat de gestion ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Ce délai prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'ils aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de vingt jours ouvrables, prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive. Ce délai peut être prorogé de dix jours par décision du Gouvernement. La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée au comité de gestion.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le commissaire et le délégué visés au présent article remplissent leur fonction. Il fixe leur indemnité qui est à charge de l'Agence.

Art. 47. Lorsque le comité de gestion a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévus dans les lois, décrets, arrêtés ou dans le contrat de gestion, le Gouvernement peut le mettre en demeure dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le comité de gestion n'a pas pris les mesures, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision du Gouvernement est transmise au Conseil régional wallon.

Art. 48. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs réviseurs auprès de l'Agence; ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les réviseurs adressent au Gouvernement et au comité de gestion un rapport sur la situation active et passive ainsi que les résultats de l'exploitation, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel.

Ils signalent au Gouvernement et au comité de gestion, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et en général toute situation susceptible de compromettre la solvabilité de l'Agence et ses liquidités.

Les dépenses découlant du contrôle de leurs activités sont à charge de l'Agence.

Les commissaires du Gouvernement, les membres du comité financier prévu à l'article 56 et les réviseurs ont un droit illimité de contrôle sur les opérations de l'Agence.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

Art. 49. L'Agence publie un rapport annuel de ses activités. Ce rapport est notamment transmis au Gouvernement, au Conseil régional wallon et au conseil consultatif visé à l'article 65.

Elle présente au Gouvernement des situations périodiques. Elle fournit au Gouvernement toutes les autres informations que celui-ci demande pour ses besoins et pour l'information du Conseil régional wallon.

CHAPITRE VII. — *La gestion financière*

Art. 50. Le comité de gestion établit le budget de l'Agence de l'année suivante pour le 15 septembre au plus tard.

Le Gouvernement veille à ce que l'Agence ajuste ses recettes et ses dépenses en conformité avec la politique menée par la Région.

A cet effet, le Gouvernement est saisi du budget de l'Agence pour approbation.

Le comité de gestion sera invité, en vue de cet examen, à proposer les perspectives d'activité de l'Agence et les incidences budgétaires y afférentes.

Il dresse, pour le 30 avril au plus tard, le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement, qui les approuve, les comptes de l'Agence.

Le budget et les comptes font l'objet d'une présentation devant la commission compétente du Conseil régional wallon.

Art. 51. Les charges résultant de l'exécution des missions de l'Agence sont couvertes par :

- 1° une subvention annuelle en fonction des crédits inscrits à cet effet au budget de la Région;
- 2° des dons et legs;
- 3° le produit du patrimoine;
- 4° des subventions en provenance d'autorités, d'administrations et d'organismes publics;
- 5° des emprunts contractés aux conditions fixées par le Gouvernement.

Ces emprunts bénéficient de la garantie de la Région.

Art. 52. Le comité de gestion veille à maintenir les engagements et les ordonnancements de dépenses de l'Agence résultant de l'exécution de ses missions dans les limites de ses recettes budgétaires.

Au besoin, il propose au Gouvernement, dans les meilleurs délais, toute mesure réglementaire nécessaire au maintien de l'équilibre financier.

Art. 53. Le comité de gestion communique au Gouvernement tout renseignement relatif aux emprunts contractés et aux placements de ses avoirs et des disponibilités.

L'Agence ne peut utiliser ses avoirs et ses disponibilités que pour réaliser des opérations et des investissements prévus par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Sans préjudice des modes de placement fixés par la loi ou par le décret, les disponibilités doivent être investies en valeurs ou fonds publics dont le Gouvernement détermine la liste.

Le Gouvernement arrête toute autre modalité générale de la gestion de la trésorerie de l'Agence.

Art. 54. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Les transferts et les dépassements de crédits limitatifs portés au budget doivent être autorisés par le Gouvernement avant toute mise à exécution. Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle qui est prévue au budget de la Région, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 55. Le Gouvernement impose à l'Agence la tenue d'une comptabilité des engagements selon les règles qu'il établit.

A cet effet, il fixe les règles générales et particulières relatives :

- 1° à la présentation des budgets;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Sauf dispositions contraires, prévues dans le présent décret ou prises en application de celui-ci, le Gouvernement arrête, sur proposition du comité de gestion, les règles qui président :

- 1° au remboursement des subventions trop perçues ou à la constitution d'un fonds de roulement;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :

- a) des amortissements;
- b) des dotations au fonds de renouvellement;
- c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'Agence.

Art. 56. Il est créé un comité financier chargé de veiller au respect du budget de l'Agence.

Ce comité formule des suggestions et recommandations au Gouvernement et au comité de gestion de l'Agence.

Il est constitué d'un délégué du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, de l'administrateur général, du commissaire du Gouvernement, du délégué du Ministre du Budget, d'un délégué de l'administration du budget de la Région, d'un représentant de la Cour des comptes et d'un inspecteur des finances, nommés par le Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *La surveillance*

Art. 57. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires des services du Gouvernement et de l'Agence désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires et agents peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires, notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Les procès-verbaux sont transmis au Gouvernement ou à l'Agence ainsi qu'aux services et établissements concernés.

Art. 58. Le comité de gestion assure le respect de la législation, de la réglementation et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice du contrôle des services et institutions agréés ou subventionnés.

Art. 59. Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires et agents susvisés par des personnes, services ou institutions bénéficiaires des dispositions du présent décret peut entraîner la suspension ou le retrait de l'agrément, du subventionnement ou des prestations individuelles par décision du comité de gestion.

La décision motivée du comité de gestion est prise après l'audition de la personne ou du représentant du service ou de l'institution ou après qu'ils aient été invités à présenter leur défense.

Art. 60. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 61. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un service ou institution :

- gère collectivement le compte de personnes handicapées;
- opère la confusion de patrimoine;
- administre les fonds ou les biens des personnes handicapées sauf dans le respect des normes arrêtées en application de l'article 26;

2° celui qui impose comme condition préalable à l'accueil, au séjour ou à l'accompagnement dans ou par un service ou une institution subventionné, le paiement d'une caution ou une obligation financière quelconque autre que celle fixée par le Gouvernement.

Art. 62. Les administrations publiques et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité de la Région, ainsi que tout service agréé ou subventionné par celle-ci, sont tenus de fournir sans frais à l'Agence toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

TITRE III. — Les associations de personnes handicapées et le conseil consultatif wallon des personnes handicapées

CHAPITRE Ier. — Les associations de personnes handicapées

Art. 63. Les associations représentatives qui s'occupent de la défense des intérêts des personnes handicapées sont reconnues par le Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions.

Peuvent être reconnus comme associations représentatives les organismes répondant aux conditions suivantes :

- être constitués en ASBL ou être un organisme public ou d'intérêt public;
- avoir pour objet principal l'entraide, le soutien, le conseil mutuel des personnes handicapées, la promotion de leurs droits à l'intégration dans la société;
- disposer d'un nombre de membres affiliés ou compter sur le soutien d'un nombre de personnes en rapport soit avec l'ensemble de la population des personnes handicapées de la zone couverte par leurs activités, soit avec la population concernée par un handicap spécifique;
- déployer leurs activités sur le territoire de la région de langue française, et au moins sur trois provinces;
- organiser annuellement un nombre suffisant d'activités en faveur des personnes handicapées;
- ne pas être un service, une institution ou un centre agréé ou subventionné par l'Agence.

Art. 64. Les associations représentatives des personnes handicapées sont habilitées à :

1° assister les personnes handicapées dans leurs démarches vis-à-vis des services dépendant directement ou indirectement de la Région;

2° siéger dans les différents organes où la participation de représentants des personnes handicapées est prévue par une disposition légale ou réglementaire.

CHAPITRE II. — Le conseil consultatif wallon des personnes handicapées

Art. 65. Il est créé pour le territoire de la région de langue française un conseil consultatif wallon des personnes handicapées.

Art. 66. Le conseil a pour mission d'assurer la participation des personnes handicapées et de leurs associations à l'élaboration des mesures qui les concernent. A cette fin, le conseil :

1° représente l'ensemble des associations représentatives de personnes handicapées et peut en assurer la coordination;

2° donne au Conseil régional wallon et au Gouvernement, à leur demande ou d'initiative, des avis sur les orientations de la politique en faveur des personnes handicapées et sur les modalités pratiques de sa mise en œuvre;

3° donne son avis sur le fonctionnement de l'Agence et la façon dont celle-ci exécute les missions qui lui sont confiées.

Art. 67. Le conseil est composé :

- 1° d'un président;
- 2° de douze membres désignés parmi les associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées et de leur famille;

3° de six membres choisis, sur proposition du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, en raison de leurs compétences, notamment scientifiques, dans le domaine de l'intégration des personnes handicapées.

Le président du conseil assiste avec voix consultative aux réunions du comité de gestion de l'Agence.

Art. 68. Pour remplir sa mission, le conseil peut faire appel à des experts extérieurs.

Le président et les membres du conseil sont nommés par le Gouvernement, sur proposition du Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions, pour un terme de quatre ans, renouvelable.

Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions désigne, parmi les membres, deux vice-présidents et un secrétaire.

Le conseil comprend également deux représentants du Gouvernement et un délégué de l'Agence.

Ces membres siègent avec voix consultative.

Le président, les vice-présidents, le secrétaire ou le représentant du Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions, constituent le bureau. Celui-ci fixe l'ordre du jour des séances.

Le conseil se réunit sur convocation du président.

Le conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions.

Le conseil dispose, à la diligence de son président, de toutes les informations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de sa mission.

Tous les avis sont adressés au Gouvernement qui les transmet aux administrations, organismes ou institutions concernés.

Art. 69. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités accordés au président et aux membres du conseil consultatif.

Le secrétariat du conseil et du bureau est assuré par l'Agence.

TITRE IV. — Les mesures transitoires, abrogatoires et finales

CHAPITRE Ier. — Les mesures transitoires

Art. 70. Sans préjudice des autres dispositions du présent décret et tant que les dispositions réglementaires concernées n'auront pas été modifiées ou abrogées par le Gouvernement, l'Agence exerce les compétences attribuées au Ministre par :

1° l'arrêté royal du 4 juin 1969 modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1977 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation;

2° l'arrêté royal du 23 décembre 1970 modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 12 décembre 1983 et 9 février 1987 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés;

3° l'arrêté royal du 27 avril 1971 modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1977 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques;

4° l'arrêté royal du 11 septembre 1974 modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1977 relatif aux subventions de l'Etat pour l'achat et l'équipement de constructions existantes destinées à servir d'établissements pour des handicapés.

Art. 71. § 1^{er}. Les demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés qui ont été introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont instruites par les gouverneurs de province conformément aux dispositions en vigueur avant cette date.

§ 2. Les personnes morales ou physiques visées à l'article 29 disposent d'un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour obtenir auprès de l'Agence l'autorisation requise.

§ 3. Par dérogation à l'article 45, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du premier contrat de gestion.

Art. 72. Les missions, les biens et les membres du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, qui sont transférés à la Région wallonne, sont confiés à l'Agence.

Art. 73. Dans les limites des emplois prévus au cadre organique de l'Agence et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, les agents transférés à la Région wallonne en application des articles 3, 7^e, et 6, § 1^{er}, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française peuvent, à leur demande et après accord des Ministres de l'Action sociale et de la Fonction publique, être transférés à l'administration de l'Agence.

Sans préjudice du premier alinéa, le Gouvernement peut fixer les conditions auxquelles le personnel précité peut être transféré d'office à l'administration de l'Agence.

CHAPITRE II. — Mesures abrogatoires et transitoires

Art. 74. Sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent décret :

1° la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, à l'exception de l'article 3, 2°, 3° et 4°, et des articles 17, 18, 24, 25, 26 et 27;

2° l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, à l'exception des articles 3, § 1^{er}, et 4 à 13 inclus;

3° le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, à l'exception des articles 2 et 22.

Sont abrogés à la date fixée par le Gouvernement :

1° les articles 4 à 13 inclus de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2° l'arrêté royal du 28 septembre 1981 portant création d'un Conseil communautaire consultatif des personnes handicapées;

3° le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

4° le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

5° l'article 22 du décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Les arrêtés d'exécution et les dispositions réglementaires prises en vertu des dispositions légales susmentionnées restent en vigueur jusqu'au moment où ils sont abrogés par le Gouvernement.

Art. 75. Jusqu'à la date effective de la nomination des administrateurs généraux et du transfert à l'Agence de membres du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de membres du personnel du service du Fonds de soins socio-médico-pédagogiques pour handicapés de la Région wallonne, les administrateurs généraux et l'administration dudit Fonds et les membres dudit service exécutent, sous le contrôle du Comité de gestion de l'Agence, les missions découlant du présent décret.

CHAPITRE III. — *Les dispositions finales*

Art. 76. Le présent décret entre en vigueur au premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 13, 20, 21, 22, 29 et 30 entrent en vigueur à une date fixée par le Gouvernement. Le Gouvernement peut fixer également à une date postérieure la date d'entrée en vigueur d'autres dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 1435

[C — 27231]

6 APRIL 1995. — **Decreet betreffende de integratie van gehandicapte personen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Richtlijnen**HOOFDSTUK I. — Algemene principes**

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt als gehandicapte beschouwd iedere minderjarige of meerderjarige persoon wiens capaciteiten inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces aanzienlijk beperkt zijn ten gevolge van een aantasting van zijn geestelijke, zintuiglijke of lichamelijke vermogens, waardoor een tussenkomst van de maatschappij nodig is.

Deze aanzienlijke beperking moet betrekking hebben op een categorie van gehandicapte personen zoals bepaald door de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 3, 7°, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Voor elke prestatie of dienstverlening mag de Regering de omvang en de aard van de capaciteitsbeperking bepalen.

Art. 3. De Regering beoogt de volledige integratie van de gehandicapte personen in het sociaal-economische leven, wat de oorsprong, de aard of de graad van de handicap ook mogen zijn.

Art. 4. De voorzorgs-, aanpassings- en integratiemaatregelen, vermeld in de hoofdstukken II, III en IV van titel I van dit decreet, worden door de Regering bepaald. Daarbij worden de volgende principes in acht genomen :

- op een soepele en passende manier voorzien in de duidelijk omliggende individuele behoeften en in de ontwerpen die eraan verbonden zijn;
- de nadruk leggen op de verwikkeling van de gehandicapte persoon, zijn gezin en zijn omgeving, de tussenkomsten bevoorrechten die het dynamisme van het natuurlijke milieu zoveel mogelijk in acht nemen, en de voorkeur geven aan de handhaving van de gehandicapte persoon binnen zijn gezin of zijn vertrouwde omgeving;
- objectieven nastreven i.v.m. de kwaliteit van het bestaan van de gehandicapte personen en de beroepsregels in acht nemen;
- het voorwerp zijn van een kwalitatieve schatting waaraan de gehandicapte personen, hun gezin en de diensten deelnemen;
- de ideologische, filosofische of religieuze opvattingen van de gehandicapte personen eerbiedigen;
- bedacht zijn in het kader van een plaatselijke en multisectoriële samenwerking waarbij de specifieke bevoegdheden van elke dienst in acht genomen worden;
- zorgen voor een begeleiding en een infrastructuur die qua omvang en de kwalificatie op een geschikte manier in de behoeften van de gehandicapte personen voorzien;

(1) *Zitting 1994-1995.*

Stukken van de Raad, 266 (1993-1994) nrs. 1 tot 23.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 april 1995. Bespreking - Stemming.

- zorgen voor een opleiding die voor de interveniënten bedacht is en mechanismen voorzien die hun deelneming aan de uitwerking van de pedagogische oriëntaties van de diensten waarborgen;
- bij voorkeur de gehandicapte personen de toegang verlenen tot de algemene diensten die bestemd zijn voor het geheel van de bevolking en die in hun specifieke behoeften voorzien.

HOOFDSTUK II. - Voorzorgsmaatregelen

Art. 5. De Regering legt, in voorkomend geval in het kader van samenwerkingsakkoorden, voorzorgsmaatregelen vast i.v.m. :

- 1° de vaststelling van het type deficiëntie en de oorzaken ervan;
- 2° de bevordering van de opsporing ervan en de vroegtijdige diagnose;
- 3° de medewerking aan opvoedingsprogramma's voor de bevordering van de gezondheid, met name inzake voeding, hygiëne, sedentair leven en verslavingen;
- 4° de verbetering van de toegang tot de basisgezondheidszorgen en van de kwaliteit ervan;
- 5° de verbetering van de sociale en culturele positie van de risicopersonen;
- 6° de versterking van de maatregelen voor de bescherming van de geestelijke gezondheid;
- 7° de beperking van de risico's verbonden aan het fysische milieu, aan de onaangepastheid van de woningen of aan de verstedelijking.

HOOFDSTUK III. - Aanpassingsmaatregelen

Art. 6. De Regering neemt aanpassingsmaatregelen opdat de gehandicapte personen aanspraak zouden kunnen maken op instellingen die het volgende aanbieden :

- 1° geschikte zorgen en diensten die zoveel mogelijk en bij voorkeur thuis worden verleend;
- 2° een functionele revalidatie die een autonoom leven in de maatschappij bevordert;
- 3° een technische hulp en apparaturen die de autonomie en de mobiliteit bevorderen;
- 4° een begeleiding van sociale, medische, paramedische of psychologische aard;
- 5° een sociale opleiding opdat ze een maximum autonomie zouden kunnen verwerven;
- 6° een geschikte opleiding en oriëntatie;
- 7° een geschikte beroepsrevalidatie of -opleiding;
- 8° een geschikte inschakeling in het arbeidsproces;
- 9° een geschikte opvang of huisvesting.

HOOFDSTUK IV. - Integratiemaatregelen

Art. 7. De Regering zorgt voor de verspreiding van informatie over de rechten van de gehandicapte personen en over de diensten waarop ze een beroep doen.

Art. 8. De Regering voert programma's uit :

- 1° voor de bevordering van de bouw van individuele woningen volgens architecturale normen die aan de behoeften van de gehandicapte personen beantwoorden;
- 2° voor de bevordering van een vervoerbeleid dat met de behoeften van de gehandicapte personen rekening houdt;
- 3° om de gehandicapte personen toegang te verlenen tot de openbare instellingen en installaties, tot opleidings-, vormings- en arbeidsplaatsen alsook tot de verkeerswegen;
- 4° om de toegangsmiddelen tot de informatie aan de functionele kenmerken van de gehandicapte personen aan te passen;
- 5° voor de bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe technologieën m.b.t. de sociale integratie van gehandicapte personen.

Art. 9. De Regering spoort de gemeenten aan om initiatieven te ontwikkelen opdat de gehandicapte personen en hun verenigingen meer aan het plaatselijke leven zouden kunnen deelnemen.

Art. 10. De Regering neemt de nodige maatregelen om de gehandicapte personen gelijke kansen op de arbeidsmarkt te geven. Die maatregelen slaan met name op het scheppen van nieuwe arbeidsplaatsen en op de positieve bevordering van de tewerkstelling.

Er wordt een verplichting tot tewerkstelling van gehandicapte personen ingevoerd. De openbare besturen en instellingen van algemeen nut die onder de overheid van het Waalse Gewest ressorteren, zijn aan deze verplichting onderworpen.

De Regering stelt het aantal te werven gehandicapte personen vast, met inachtneming van de aard en het belang van de diensten alsook van het rendement van die personen.

TITEL II. - Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen

HOOFDSTUK I. - Oprichting

Art. 11. Er wordt een instelling van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, met name het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, hierna het "Agentschap" genoemd.

Het Agentschap heeft zijn zetel in Charleroi.

De Regering stelt het aantal gewestelijke bureaus vast, alsook hun localisatie en het grondgebied dat ze bedienen.

Art. 12. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet genomen besluiten wordt het Agentschap onderworpen aan het geheel van de bepalingen vastgesteld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, wat betreft de instellingen B bedoeld in artikel I van voornoemde wet en de besluiten genomen ter uitvoering ervan.

Het erft, voor het Waalse Gewest, de rechten, verplichtingen, goederen en lasten van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, en erft die van het Waalse Gewest m.b.t. de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Art. 13. Het Agentschap moet met name de aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in ontvangst nemen, onderzoeken en erover beslissen.

HOOFDSTUK II. - Opdrachten

Art. 14. Het Agentschap is het instrument waarmee de Regering haar beleid voert voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Met het oog hierop is het Agentschap belast met een algemene coördinatie- en informatieopdracht. Deze opdracht bestaat in :

- de uitwerking van voorstellen tot acties en planning van het gewestelijke beleid;
- de deelneming aan de gewestelijke en interministeriële coördinatie van het gehandicaptenbeleid;
- de bevordering van studies, het zoeken naar informatie en de benoeming van sociale aanwijzers;
- de organisatie van acties inzake informatie en bewustmaking van de gemeenschap;
- de bevordering van de deelneming van de gehandicapte personen en van hun verenigingen aan de uitwerking van maatregelen die hen betreffen;
- de bevordering van de aanvankelijke en voortgezette vorming van het personeel van alle diensten die geheel of gedeeltelijk voor gehandicapte personen bestemd zijn;
- de deelneming aan de intergewestelijke coöperatie en aan de internationale betrekkingen;
- de deelneming aan de preventie, de opsporing en de diagnose van de deficiënties en handicaps en aan de verlening van vroegtijdige hulp;
- de bevordering, informatie en oriëntatie van de gehandicapte persoon alsook de informatie van zijn gezin;
- de uitwerking, telkens als het nodig is, van een persoonlijk ontwerp van tussenkomsten dat in de verlangens, bekwaamheden en behoeften van de gehandicapte persoon voorziet, in samenwerking met hem en de bestaande partners die nodig zijn voor de uitwerking en de uitvoering van dat ontwerp;
- de bevordering van de opvang, de huisvesting, de optimale ontwikkeling of de begeleiding van de gehandicapte personen;
- de bevordering van de beroepsopleiding of -revalidatie van de gehandicapte personen;
- de bevordering van de toegang tot de arbeidsmarkt voor de gehandicapte personen;
- de bevordering van de deelneming van de gehandicapte personen aan het sociale en culturele leven, met name door de nadruk te leggen op hun beweeglijkheid en op de toegangsmiddelen.

De Regering mag het Agentschap belasten met specifieke opdrachten die met zijn maatschappelijk doel overeenstemmen.

Art. 15. Voor het vervullen van de opdrachten mag het Agentschap, onder de door de Regering bepaalde voorwaarden :

- de door de gehandicapte personen of derden gedragen kosten voortvloeiende uit hun sociale integratie en hun inschakeling in het arbeidsproces geheel of gedeeltelijk voor zijn rekening nemen;
- toelagen verlenen aan verenigingen, diensten of instellingen, alsook overeenkomsten met hen aangaan om de kosten van de voor de gehandicapte personen ontplooiende activiteiten geheel of gedeeltelijk te dekken;
- subsidies verlenen voor de aankoop, de bouw, de verbouwing van infrastructuren of specifieke uitrustingen bestemd voor gehandicapte personen.

HOOFDSTUK III. — Begunstigden

Art. 16. § 1. Onverminderd de specifieke bepalingen vermeld in het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie kunnen de gehandicapte personen die de leeftijd van 65 jaar nog niet bereikt hebben de dag waarop ze hun eerste aanvraag om tegemoetkoming indienen, voor de dienstverleningen van het Agentschap in aanmerking komen.

Bovendien moeten de begunstigden aan de volgende voorwaarden voldoen :

- gedomicilieerd zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied of, in het kader van een samenwerkingsakkoord, op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
 - Belg, staatloos, erkende vluchteling, arbeider of kind van een arbeider uit een lidstaat van de Europese Unie zijn.
- De personen die de nationaliteitsvoorwaarden niet vervullen, komen echter in aanmerking voor de dienstverleningen van het Agentschap, voor zover ze kunnen bewijzen dat ze 5 jaar lang regelmatig en onafgebroken in België hebben gewoond alvorens hun aanvraag om tussenkomst in te dienen.

De regelmatige en onafgebroken verblijftijd wordt niet geëist voor de echtgenoot/echtgenote of de kinderen ten laste van een persoon die het bewijs levert van de vereiste verblijftijd.

§ 2. De Regering kan de toepassing van dit decreet, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, uitbreiden tot andere gehandicapte personen dan die vermeld in § 1.

§ 3. Onder voorbehoud van alinea 2, § 1, wijken de door de Waalse Gewestraad goedgekeurde samenwerkingsakkoorden af van de in § 1 en § 2 van dit artikel vermelde bepalingen.

§ 4. Onder voorbehoud van wederkerigheid en in het kader van een samenwerkingsakkoord draagt het Agentschap de kosten voor de plaatsing, de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen die overeenkomstig de door de Franse Gemeenschapscommissie bepaalde reglementering in instellingen van de franstalige regio opgevangen worden.

§ 5. De voorwaarden en de modaliteiten voor de opvang, de huisvesting en de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen die onder andere deelgebieden ressorteren, zijn in samenwerkingsakkoorden vastgelegd.

Art. 17. De dienstverleningen van het Agentschap zijn individueel of collectief.

De individuele dienstverleningen bestaan in een financiële hulp die aan de gehandicapte personen wordt verleend.

De collectieve dienstverleningen bestaan in subsidies aan instellingen of diensten die voor gehandicapte personen bestemd zijn.

Art. 18. Het Agentschap kan zijn dienstverlening weigeren of verminderen als de gehandicapte persoon, op grond van dezelfde handicap en dezelfde behoeften als die bedoeld in dit decreet, een sociale uitkering geniet overeenkomstig andere wettelijke of verordeningbepalingen of als hij zijn rechten op dergelijke uitkering niet doet gelden alhoewel zij er recht op heeft.

Art. 19. Met het oog op de financiële tussenkomsten van het Agentschap, wordt, binnen de perken en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering, rekening gehouden met de aanvraag van de gehandicapte persoon of van zijn wettige vertegenwoordiger, met zijn specifieke behoeften en zijn positie en meer bepaald met :

- de aard van de vereiste hulp;
- de omvang van de behoefte aan de aangevraagde dienstverleningen en met de aanwijzingen voortvloeiende uit een geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkomingen;
- met de normale kosten van de aangevraagde dienstverleningen en de bijkomende kosten die een gehandicapte persoon veroorzaakt in vergelijking met een valide persoon;

- met de andere wettelijke en reglementaire tegemoetkomingen die een gehandicapte kan genieten en eventueel met de omvang van de bestaansmiddelen van de gehandicapte personen.

Art. 20. Het Agentschap stelt een basisdossier op op naam en met de medewerking van de gehandicapte persoon.

Het basisdossier bevat de administratieve, medische, sociale en pedagogische inlichtingen en elk multidisciplinair gegeven op basis waarvan kan worden beslist over de door de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger ingediende aanvragen om tegemoetkoming.

Het Agentschap mag, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten, het basisdossier samenstellen op grond van gegevens die door daartoe erkende centra worden verstrekt. De erkende centra en de personen die er werken, moeten zelfstandig zijn en geen rechtstreekse belangen hebben binnen de dienst of de structuur waaraan de gehandicapte persoon is toevertrouwd.

De Regering bepaalt de inlichtingen en multidisciplinaire gegevens die nodig zijn om over de aanvraag om tegemoetkoming te beslissen.

Het basisdossier moet, naar gelang van de behoeften, een geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming ten gunste van de gehandicapte persoon helpen opstellen. Het ontwerp wordt opgesteld op verzoek of met het akkoord van de betrokkene of zijn wettige vertegenwoordiger. Het wordt door één van beiden goedgekeurd.

Het basisdossier wordt door het Agentschap bewaard. De ambtenaren belast met het dossier zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

Alle diensten en structuren bedoeld in artikel 24 moeten een dossier bijhouden i.v.m. de medische, sociale en pedagogische toestand van de gehandicapte persoon, zijn behoeften en de middelen om er in te voorzien.

Art. 21. Het Agentschap beroept zich op het basisdossier om over de tenaastememing te beslissen.

Het beslist over de aanvraag om tegemoetkoming binnen een termijn van minder dan 60 dagen nadat het de vereiste documenten en inlichtingen heeft ontvangen.

Elke beslissing wordt met redenen omkleed en bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager of zijn wettige vertegenwoordiger meegedeeld. In voorkomend geval vermeldt ze de aard, het aantal en de duur van de dienstverleningen waarvoor het Agentschap zijn tussenkomst verleent.

De beslissing wordt, binnen 14 dagen nadat ze genomen is, in kennis gesteld van de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger en, zo nodig, van de dienst die voor de integratie van de gehandicapte persoon zorgt.

In afwijking van de vorige alinea's bepaalt de Regering, op voorstel van het beheerscomité van het Agentschap, de toestanden die een voorlopige beslissing rechtvaardigen.

Het Agentschap mag, zonder terugwerkende kracht, een overeenkomstig alinea 1 van dit artikel genomen beslissing herzien als de toestand van de gehandicapte persoon een verandering ondergaat, met name op medisch vlak.

De Regering regelt de herzieningsprocedure.

Art. 22. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen die ingesteld worden tegen de overeenkomstig dit decreet door het Agentschap genomen beslissingen betreffende dienstverleningen in geld of in natura aan gehandicapte personen.

De commissie van beroep bestaat uit een voorzitter, vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden. Ze is multidisciplinair samengesteld en wordt door een magistraat voorgezeten. Om te beslissen mag ze een beroep doen op het advies van gekwalificeerde deskundigen.

De Regering bepaalt de samenstelling, de werkingsregels, de procedure, de termijn van beroep, de wijze van benoeming van de commissieleden en bepaalt de duur van hun mandaat alsook de vergoedingen die aan de voorzitter, de leden en de deskundigen toegekend worden.

De Regering noemt de voorzitter en de leden van de commissie van beroep.

HOOFDSTUK IV. - Goedkeuring, subsidiëring van de diensten en overeenkomsten met die diensten

Art. 23. Het Agentschap zorgt er eerst voor dat de gehandicapte personen aanspraak kunnen maken op de geschikte hulp van de diensten die voor de hele bevolking bestemd zijn.

Het Agentschap, hetzij erkent, hetzij erkent en subsidieert elke activiteit of dienst die in het leven is geroepen door de overheid of door een privé-initiatief en die zijn opdrachten helpt uitvoeren.

Het Agentschap mag een beroep doen op de samenwerking van diensten en instellingen die over de nodige kwalificaties en middelen beschikken om sommige specifieke of vernieuwende opdrachten te vervullen. Met het oog hierop sluit het Agentschap overeenkomsten met een overheid, een instelling van algemeen nut of een privé-instelling.

Bij gebrek aan een openbaar of privé-initiatief dat zijn opdrachten helpt uitvoeren, organiseert het Agentschap elke activiteit of dienst.

Art. 24. De Regering bepaalt de regels voor de programmering, de erkenning, de controle, de organisatie, de goedkeuring en de subsidiëring van de diensten en structuren vermeld in alinea 2 van dit artikel; ze stelt algemene normen vast waaraan elke overeenkomst die met hen gesloten wordt, moet voldoen.

Voor zover ze zich vooral tot gehandicapte personen richten, mag het Agentschap de volgende diensten of structuren erkennen of subsidiëren :

- 1° de diensten voor vroegtijdige hulp aan gehandicapte kinderen en aan de ouders van gehandicapte kinderen;
- 2° de diensten of centra voor functionele revalidatie;
- 3° de diensten of centra voor beroepsevaluatie en -oriëntatie;
- 4° de vormingscentra en de centra voor gespecialiseerde beroepsrevalidatie;
- 5° de bedrijven voor aangepast werk;
- 6° de diensten voor dagonthaal;
- 7° de residentiële diensten;
- 8° de diensten voor hulp aan de activiteiten van het dagelijkse leven;
- 9° de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 10° de begeleidingsdiensten;
- 11° de diensten voor kort verblijf, al dan niet opgenomen in de bestaande structuren.

De Regering kan de in de vorige alinea vermelde lijst van diensten en structuren aanvullen.

De Regering bepaalt, na advies van het beheerscomité van het Agentschap, de infrastructuur- en werkingsnormen waaraan de in de tweede alinea vermelde diensten en instellingen moeten voldoen.

Art. 25. Binnen de perken en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering kan het Agentschap toelagen verlenen om specifieke initiatieven te bevorderen i.v.m. de integratie van de gehandicapte personen. De beslissingen worden door het beheerscomité genomen.

Art. 26. Elke dienst, centrum of instelling moet voldoen aan de infrastructuur- en werkingsnormen die door de Regering op voordracht van het beheerscomité van het Agentschap zijn bepaald. Die normen worden op verschillende manieren vastgesteld voor elk type van dienst of instelling en slaan met name op :

- a) de materiële infrastructuur;
- b) de organisatie en de werking;
- c) het aantal personeelsleden en hun kwalificatieniveau;
- d) het beheer, de boekhouding en de door de dienst of het centrum op te stellen verslagen;
- e) het gevoerde beleid i.v.m. de toelating, het onthaal, het bijhouden van de klachten, met inbegrip van de financiële betrekkingen met de gehandicapte personen, het beheer van hun goederen en hun kapitaal.

Art. 27. Elke erkenning is ondergeschikt aan de verbintenissen waarmee de dienst, het centrum of de instelling zich ertoe verplicht het Agentschap alle bewijsstukken te verschaffen die vereist zijn voor de uitoefening van de controle erop en zich aan zijn inspectie te onderwerpen.

Art. 28. Op verzoek van het Agentschap moet elke erkende dienst, centrum of instelling deelnemen aan de algemene evaluatie van de werking van de diensten die voor de gehandicapte personen bestemd zijn.

Art. 29. De rechts- of natuurlijke personen die, onder bezwarende titel, gewoonlijk, tijdelijk of voortdurend, gehandicapte personen geheel of gedeeltelijk ten laste nemen die tot de vierde graad niet aanverwant zijn, en niet door een overheid erkend zijn om deze activiteit uit te oefenen, moeten onderworpen worden aan een voorafgaande machtiging die door het Agentschap wordt verleend. De machtiging stelt het aantal personen vast die opgevangen mogen worden.

De Regering bepaalt de procedure betreffende de voorafgaande machtiging, alsook de minimale voorwaarden inzake veiligheid, hygiëne en personeel en de controlemodaliteiten voor de personen of diensten die hoofdzakelijk en tegen vergoeding gehandicapte personen onderbrengen.

Art. 30. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen tot erkenning. Ze stelt eveneens de regels vast volgens dewelke de erkenning verleend, verlengd, geweigerd, uitgesteld of ingetrokken mag worden.

Als de erkenning geweigerd, uitgesteld of ingetrokken wordt, mag de aanvrager tegen deze beslissing een beroep instellen bij de Regering die de daartoe te voeren procedure zal vaststellen.

De erkenning mag niet verleend worden als de dienst volgens het Agentschap niet beantwoordt aan de door de Regering bepaalde programmeringscriteria.

HOOFDSTUK V. - Bestuurs- en personeelsorganen

Art. 31. Het Agentschap wordt door een beheerscomité beheerd dat bestaat uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° twee vice-voorzitters;
- 3° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;
- 4° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen;
- 5° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);
- 6° vier werkende en vier plaatsvervangende leden gekozen, op de voordracht van de representatieve verenigingen van de sector, op basis van hun bevoegdheid inzake integratie van gehandicapte personen.

Art. 32. De Regering noemt de voorzitter, de twee vice-voorzitters en de leden van het beheerscomité.

De voorzitter en de twee vice-voorzitters moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Belg zijn;
- 2° hiërarchisch niet onder een lid van de Regering ressorteren;
- 3° geen voorzitter noch personeelslid zijn van verenigingen of diensten die door het Agentschap erkend of gesubsidieerd zijn of in artikel 29 van dit besluit vermeld staan;
- 4° het bewijs leveren van een nuttige ervaring van vijf jaar.

De voorzitter, de twee vice-voorzitters en de leden van het beheerscomité worden door de Regering benoemd voor een mandaat van vier jaar. Hun mandaat kan verlengd worden.

Art. 33. Elk lid van het beheerscomité, dat zijn mandaat voortijdig heeft neergelegd, moet binnen drie maanden door de Regering vervangen worden. In dit geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het aan de goedkeuring van de Regering voor.

Art. 34. De Regering benoemt, tussen de leden van het beheerscomité en op zijn voordracht, vier leden die samen met de voorzitter en de vice-voorzitters het bureau vormen.

Het bureau bereidt de vergaderingen van het beheerscomité voor en staat in voor het dagelijkse beheer van het Agentschap.

Art. 35. Het beheerscomité vergadert op initiatief van de voorzitter. Het vergadert eveneens op verzoek van één vierde van zijn leden of op verzoek van de Regering.

De leden van het beheerscomité mogen niet aanwezig zijn bij de beraadslaging over de onderwerpen waarbij ze een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, bestuurder of personeelslid.

De Regering onderwerpt elk voorontwerp van decreet, elk ontwerp van organiek of reglementair besluit of elke werkingsregel die het Agentschap betreft, aan het advies van het beheerscomité. Het beheerscomité is verplicht zijn advies te formuleren binnen twee maanden na de aanvraag, behalve als de Regering een andere termijn vastgesteld heeft.

Als deze termijn verstreken is, wordt deze formaliteit geacht vervuld te zijn.

Het beheerscomité onderwerpt elk voorontwerp van decreet of besluit alsook elk voorstel die het nuttig acht, aan de Regering.

Art. 36. Het beheerscomité wordt bijgestaan door drie raden die het in zijn opdracht moeten helpen :

- 1° de raad voor individuele hulp aan de integratie;
- 2° de raad voor opvoeding, opvang en huisvesting;
- 3° de raad voor opvoeding, vorming en tewerkstelling.

De Regering bepaalt de respectievelijke opdrachten van elke raad en de werking ervan.

Elke raad bestaat uit maximum twaalf leden benoemd door de Regering op de voordracht van de organisaties, diensten of instellingen die betrokken zijn bij de toepassing van de decreten en besluiten waarvan het Agentschap de uitvoering waarborgt of die op grond van hun bevoegdheid gekozen zijn.

Elke raad wordt voorgezeten door een lid van het beheerscomité, dat door de Regering is gekozen.

Art. 37. De Regering stelt het presentiegeld en de vergoedingen vast die het Agentschap mag verlenen aan de voorzitters, de leden van het beheerscomité en van de in artikel 36 bedoelde raden.

Art. 38. Het Agentschap richt subregionale samenwerkingscommissies op.

Het stelt het aantal, de samenstelling en het ambtsgebied ervan vast.

Art. 39. De subregionale coördinatiecommissies hebben als opdracht :

1° bestaande gegevens te verzamelen i.v.m. de sociaal- economische kenmerken en de toestand van de gehandicapte personen;

2° in hun ambtsgebied de behoeften van de gehandicapte personen aan dienstverleningen te onderzoeken;

3° de raadpleging en de coördinatie van de sociale en gezondheidsdiensten te bevorderen die zich geheel of gedeeltelijk richten tot de gehandicapte personen van hun ambtsgebied;

4° de aan te wenden middelen voor te stellen om een actief beleid in hun rechtsgebied te bevorderen, inzonderheid door het opmaken van een subregionaal plan inzake coördinatie en tussenkomst van de diensten ten gunste van gehandicapte personen.

De subregionale coördinatiecommissies sturen de conclusies van hun werkzaamheden aan het beheerscomité en aan de raden van het Agentschap.

Art. 40. Het Agentschap wordt bestuurd door een administrateur-generaal bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal. Beiden zijn benoemd door de Regering die hun statuut en wedde vaststelt.

Art. 41. De administrateur-generaal voert de beslissingen van het beheerscomité uit; hij verstrekt het alle nuttige inlichtingen voor de werking van de instelling.

Hij woont de vergaderingen van het beheerscomité en van de raden met raadgevende stem bij en neemt het secretariaat ervan waar.

Hij heeft de leiding van het personeel en zorgt, onder het gezag en het toezicht van het beheerscomité, voor de werking van de instelling.

Hij oefent de bevoegdheden van dagelijks beheer uit die in het huishoudelijk reglement vermeld staan. Onder de voorwaarden die het zelf bepaalt, kan het beheerscomité de administrateur-generaal bovendien toestemming geven om een deel van de hem toegekende bevoegdheden alsook de ondertekening van sommige stukken en brieven te delegeren.

De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Agentschap in en buiten rechte en handelt op geldige wijze in zijn naam en voor zijn rekening zonder een beslissing van het beheerscomité te moeten rechtvaardigen.

De adjunct-administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij bij het vervullen van al de hem opgedragen taken. Hij woont eveneens de vergaderingen van het beheerscomité en de raden bij.

Als de administrateur-generaal verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal of, bij ontstentenis van deze laatste, door een personeelslid van het Agentschap, dat door het beheerscomité is benoemd.

Art. 42. De Regering stelt de personeelsformatie en het statuut van het personeel van het Agentschap vast.

Met uitzondering van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wordt het personeel benoemd, bevorderd en ontslagen door het beheerscomité.

Art. 43. Het beheerscomité mag slechts beraadslagen en beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als het comité, na regelmatige bijeenroeping, niet in aantal aanwezig was, beraadslaat het rechtsgeldig over de ontwerpen die twee keer achter elkaar op de agenda komen te staan, op de vergadering die na de tweede bijeenroeping gehouden wordt, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

De beslissingen van het beheerscomité en het bureau worden opgenomen in de processen-verbaal die op de zetel van het Agentschap worden bewaard.

De goedgekeurde processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter en de administrateur-generaal of door hun plaatsvervanger.

Art. 44. De Regering keurt de investeringsprogramma's goed alsook de programma's voor de opening van nieuwe diensten of instellingen die erkend of gesubsidieerd kunnen worden.

HOOFDSTUK VI. — Controle

Art. 45. Het Agentschap staat onder toezicht van de Regering.

De verschillende opdrachten van het Agentschap moeten vervuld worden overeenkomstig de voorrangen en oriëntaties die bepaald zijn in een tussen de Regering en het beheerscomité gesloten beheerscontract.

Dit contract is meerjarig en wordt als bijlage bij de begroting van het Agentschap gevoegd.

De Regering bepaalt de opstellingsprocedure en de uitvoeringsmodaliteiten ervan.

Het contract waarvan de inhoud door de Regering en het beheerscomité besproken wordt, slaat met name op :

- de algemene doeleinden die voor de drie komende jaren aan het Agentschap toegewezen worden;

- de aan te wenden middelen om die doeleinden te bereiken.

Het contract wordt tussen de Regering en het beheerscomité gesloten uiterlijk op de dag van de goedkeuring, door de Regering, van de begroting van het eerste jaar waarop ze slaat.

Het beheerscontract wordt medegedeeld aan de Waalse Gewestraad.

Art. 46. De Regering benoemt een commissaris en een afgevaardigde van de Minister van Begroting.

Ze wonen de vergaderingen van de bestuurs- en consulatieorganen met raadgevende stem bij. Ze beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

Ze worden op eigen verzoek door het beheerscomité, het bureau en de administrateurs-generaal gehoord.

Binnen een termijn van vier werkdagen stellen ze beroep in tegen elke beslissing die ze in strijd achten met de wetten, de decreten, het beheerscontract of het algemeen nut. Het beroep is schorsend. De termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover ze regelmatig bijeengeroepen zijn en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze inzage ervan hebben genomen.

Als de Regering, waarbij het beroep is ingesteld, de vernietiging niet heeft uitgesproken binnen een termijn van twintig werkdagen die op dezelfde dag ingaat als de in de vorige alinea bedoelde termijn, dan wordt de beslissing definitief.

Deze termijn kan bij beslissing van de Regering met tien dagen verlengd worden. De beslissing tot verlenging of vernietiging wordt in kennis van het beheerscomité gesteld.

De Regering stelt de modaliteiten vast volgens dewelke de commissaris en de afgevaardigde, vermeld in dit artikel, hun opdracht vervullen. Hun vergoeding die ten laste van het Agentschap komt, wordt eveneens door de Regering vastgesteld.

Art. 47. Als het beheerscomité verzuimt een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren die in de wetten, decreten, besluiten of in het beheerscontract zijn voorzien, kan de Regering het binnen een bepaalde termijn in gebreke stellen.

Als het beheerscomité, bij het verstrijken van die termijn, geen maatregelen heeft getroffen, kan de Regering zijn plaats innemen.

De beslissing van de Regering wordt aan de Waalse Gewestraad medegedeeld.

Art. 48. De Regering benoemt één of meer revisors bij het Agentschap; die revisors worden gekozen tussen de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisors.

De revisors verschaffen de Regering en het beheerscomité ten minste één keer per jaar, ter gelegenheid van het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening, een verslag over de activa en passiva alsook de bedrijfsresultaten.

Ze stellen de Regering en het beheerscomité onverwijld in kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid en, in het algemeen, van elke toestand die de solvabiliteit van het Agentschap en zijn liquiditeiten in het gedrang kunnen brengen.

De uitgaven die aan het toezicht op hun activiteiten verbonden zijn, komen ten laste van het Agentschap.

De commissarissen van de Regering, de leden van het in artikel 56 vermelde financiële comité en de revisors hebben een onbeperkt recht van controle op de handelingen van het Agentschap.

Ze mogen, zonder zich te moeten verplaatsen, inzage nemen van de rekeningenboeken en -stukken, de briefwisseling, de processen-verbaal, de periodieke staten en, in het algemeen, van alle geschriften.

Art. 49. Het Agentschap publiceert een jaarlijks verslag van zijn activiteiten. Dit verslag wordt met name aan de Regering, de Waalse Gewestraad en de in artikel 65 vermelde adviesraad medegedeeld.

Het legt periodieke staten aan de Regering voor. Het verstrekt de Regering alle andere inlichtingen waar ze voor haar eigen behoeften en voor de informatie van de Waalse Gewestraad om verzoekt.

HOOFDSTUK VII. — Financieel beheer

Art. 50. Het beheerscomité maakt de begroting van het Agentschap voor het volgende jaar uiterlijk 15 september op.

De Regering zorgt ervoor dat het Agentschap zijn ontvangsten en uitgaven aan het door het Gewest gevoerde beleid aanpast.

Daartoe wordt de begroting van het Agentschap aan de goedkeuring van de Regering voorgelegd.

Met het oog op die goedkeuring zal het beheerscomité verzocht worden om een voorstel te doen i.v.m. de activiteitenperspectieven van het Agentschap en de budgettaire gevolgen die ermee gepaard gaan.

Het maakt, uiterlijk 30 april, de jaarrekening voor de uitvoering van zijn begroting op, geeft op 31 december van het betrokken jaar een overzicht van de activa en passiva en legt de rekeningen van het Agentschap aan de goedkeuring van de Regering voor.

De begroting en de rekeningen worden aan de bevoegde commissie van de Waalse Gewestraad voorgelegd.

Art. 51. De lasten die uit het vervullen van de opdrachten van het Agentschap voortvloeien, worden gedekt met :

- 1° een jaarlijkse toelage op grond van de kredieten die daartoe op de begroting van het Gewest ingeschreven zijn;
- 2° giften en legaten;
- 3° de opbrengst van het patrimonium;
- 4° toelagen afkomstig van overheden, besturen en openbare instellingen;
- 5° leningen aangegaan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Die leningen genieten de waarborg van het Gewest.

Art. 52. Het beheerscomité zorgt ervoor dat de vastleggingen en het ordonnanceren van de uitgaven van het Agentschap, die aan de uitvoering van zijn opdrachten verbonden zijn, binnen de perken van zijn begrotingsinkomsten gehandhaafd worden.

Desnoods stelt het de Regering zo spoedig mogelijk elke reglementaire maatregel voor die nodig is voor de handhaving van het financiële evenwicht.

Art. 53. Het beheerscomité verschaft de Regering elke inlichting over de aangegane leningen en de beleggingen van zijn bezittingen en beschikbare gelden.

Het Agentschap mag zijn bezittingen en beschikbare gelden alleen gebruiken om handelingen en investeringen uit te voeren die bepaald zijn bij dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Onverminderd de wijzen van belegging vastgesteld bij de wet of het decreet, moeten de beschikbare gelden geïnvesteerd worden in valuta of overheidsondons waarvan de Regering de lijst vaststelt.

De Regering bepaalt elke andere algemene modaliteit voor het beheer van de schatkist van het Agentschap.

Art. 54. Het verzuim van goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar is geen beletsel voor het gebruik van de kredieten voorzien in het begrotingsontwerp, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe, die de begroting van het vorige jaar niet toelaat.

De overdrachten en overschrijdingen van beperkende kredieten die op de begroting worden geboekt, moeten vóór elke tenuitvoerlegging door de Regering goedgekeurd worden. Als de overschrijdingen van kredieten een hogere tegemoetkoming tot gevolg kunnen hebben dan degene die door de begroting van het Gewest is voorzien, dan moeten ze eerst goedgekeurd worden na stemming van een gelijkwaardig krediet op de begroting van het Gewest.

Art. 55. De Regering verplicht het Agentschap tot het bijhouden van de boekhouding van de vastleggingen, volgens de regels die ze vaststelt.

Met het oog hierop stelt ze de algemene en bijzondere regels vast betreffende :

- 1° de voorstelling van de begrotingen;
- 2° de boekhouding;
- 3° de rekening en verantwoording;

Behalve andersluidende bepalingen, vermeld in of genomen overeenkomstig dit decreet, bepaalt de Regering, op voorstel van het beheerscomité, de regels i.v.m. :

- 1° de terugbetaling van de teveel betaalde toelagen of de vorming van een bedrijfskapitaal;
- 2° de wijze van schatting van de bestanddelen van het vermogen;
- 3° de berekeningswijze en de vaststelling van het maximumbedrag van :

- a) de aflossingen;
- b) de dotaties op het vernieuwingsfonds;
- c) de speciale reserves en andere voorschotten die nodig zijn omwille van de aard van de activiteiten van het Agentschap.

Art. 56. Er wordt een financieel comité opgericht dat ervoor moet zorgen dat de begroting van het Agentschap in acht wordt genomen.

Dit comité doet voorstellen en aanbevelingen aan de Regering en aan het beheerscomité van het Agentschap.

Het bestaat uit een afgevaardigde van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister, de administrateur-generaal, de commissaris van de Regering, de afgevaardigde van de Minister van Begroting, een afgevaardigde van het bestuur van de begroting van het Gewest, een vertegenwoordiger van het Rekenhof en een inspecteur van Financiën, benoemd door de Regering.

HOOFDSTUK VIII. — Toezicht

Art. 57. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, houden de door de Regering benoemde ambtenaren van de diensten van de Regering en het Agentschap toezicht op de uitvoering van dit decreet en op de uitvoeringsbesluiten ervan.

Om hun opdrachten te vervullen mogen deze ambtenaren :

- 1° tot alle nodige eksamen, controles, onderzoeken overgaan en alle nuttige inlichtingen inwinnen, met name :
 - a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nodig is voor het houden van het toezicht;
 - b) zich elk nuttig document verschaffen, afschrift ervan nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;
- 2° processen-verbaal tot vaststelling opmaken die bewijskracht hebben, behoudens bewijs van het tegendeel. De processen-verbaal worden medegedeeld aan de Regering of het Agentschap alsook aan de betrokken diensten en instellingen.

Art. 58. Bij de uitoefening van de controle op de erkende of gesubsidieerde diensten en instellingen ziet het beheerscomité erop toe dat de wetgeving, de reglementering en het algemeen nut in acht worden genomen.

Art. 59. Elke belemmering van de uitvoering van de opdrachten van voornoemde ambtenaren door personen, diensten of instellingen die voor de bepalingen van dit decreet in aanmerking komen, kan bij beslissing van het beheerscomité aanleiding geven tot de opschorting of de intrekking van de erkenning, de subsidiëring of de individuele dienstverleningen.

De gemotiveerde beslissing van het beheerscomité wordt genomen nadat de persoon of de vertegenwoordiger van de dienst of instelling is gehoord of nadat ze verzocht werden hun verweermiddel voor te dragen.

Art. 60. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zullen de personen die de bepalingen van de ter uitvoering van dit decreet genomen besluiten overtreden of die de krachtens dit decreet of het uitvoeringsbesluiten ervan opgelegde toezicht in de weg staan, gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een boete van 500 tot 1.000 frank of met één van die straffen.

Art. 61. Onverminderd de toepassing van de straffen voorzien in het Strafwetboek zal met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een boete van 26 tot 2.000 frank of met één van die straffen gestraft worden :

- 1° degene die, rechtstreeks of onrechtstreeks, en terwijl hij een activiteit of een mandaat in een dienst of instelling uitoefent :
 - de rekening van gehandicapte personen gezamenlijk beheert;
 - de vermenging van het vermogen oplevert;
 - het kapitaal of de goederen van gehandicapte personen beheert, behalve met inachtneming van de overeenkomstig artikel 26 vastgelegde normen;

2° degene die het storten van een borgtocht of om het even welke andere financiële verplichting dan die door de Regering is bepaald, oplegt als voorwaarde voor de opvang, het verblijf of de begeleiding in of door een gesubsidieerde dienst of instelling.

Art. 62. De openbare besturen en instellingen van algemeen nut die onder de overheid van het Gewest ressorteren, alsook elke door dit laatste erkende of gesubsidieerde dienst, zijn ertoe gehouden het Agentschap gratis alle inlichtingen te verstrekken die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten.

TITEL III. — Verenigingen van gehandicapte personen en Waalse adviesraad voor gehandicapte personen

HOOFDSTUK I. — Verenigingen van gehandicapte personen

Art. 63. De representatieve verenigingen die de belangen van de gehandicapte personen verdedigen, worden door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid erkend.

Als representatieve verenigingen kunnen erkend worden de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- een V.Z.W., een openbare instelling of een instelling van algemeen nut zijn;
- het verlenen van hulp, steun en raad aan gehandicapte personen, bevordering van hun recht op integratie in de maatschappij als hoofddoelen hebben;
- over een aantal aangesloten leden beschikken of kunnen rekenen op de steun van een aantal personen die in contact zijn hetzij met de hele groep gehandicapte personen van het gebied waar ze werkzaam zijn, hetzij met de personen die een specifieke handicap hebben;
- werkzaam zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied, en op z'n minst in drie provincies;
- jaarlijks een voldoende aantal activiteiten ten gunste van gehandicapte personen op touw zetten;
- geen dienst, instelling noch erkend of gesubsidieerd centrum van het Agentschap zijn.

Art. 64. De representatieve verenigingen van gehandicapte personen zijn bevoegd om :

- 1° de gehandicapte personen bij te staan in de stappen die ze ondernemen bij de diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks onder het Gewest ressorteren;

2° zitting te hebben in de verschillende organen waar de deelneming van de vertegenwoordigers van de gehandicapte personen bij een wettelijke of verordeningsbepaling is voorzien.

HOOFDSTUK II. — *Waalse adviesraad voor gehandicapte personen*

Art. 65. Er wordt een Waalse adviesraad voor gehandicapte personen op het grondgebied van het Franse taalgebied ingesteld.

Art. 66. De raad heeft als opdracht ervoor te zorgen dat gehandicapte personen en hun verenigingen kunnen deelnemen aan de uitwerking van de maatregelen die hen betreffen. De raad :

1° vertegenwoordigt het geheel van de representatieve verenigingen van gehandicapte personen en kan de coördinatie ervan waarborgen;

2° geeft de Waalse Gewestraad en de Regering, op hun verzoek of op eigen initiatief, adviezen over de oriëntaties van het gehandicaptenbeleid en over de praktische modaliteiten van de toepassing ervan;

3° geeft zijn advies over de werking van het Agentschap en over de wijze waarop het de hem toevertrouwde opdrachten uitvoert.

Art. 67. De raad bestaat uit :

1° een voorzitter;

2° twaalf leden benoemd binnen de representatieve verenigingen van gehandicapte personen en hun gezin;

3° zes leden gekozen, op de voordracht van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister, met name op grond van hun wetenschappelijke bevoegdheden i.v.m. de integratie van gehandicapte personen.

De voorzitter van de raad woont de vergaderingen van het beheerscomité van het Agentschap met raadgevende stem bij.

Art. 68. Om zijn opdracht te vervullen mag de raad een beroep doen op vreemde deskundigen.

De voorzitter en de leden van de raad worden, op de voordracht van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister, door de Regering voor een hernieuwbare termijn van vier jaar benoemd.

De voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister benoemt twee vice-voorzitters en een secretaris tussen de leden.

De raad bestaat bovendien uit twee vertegenwoordigers van de Regering en uit een afgevaardigde van het Agentschap.

De voorzitter, de vice-voorzitters, de secretaris of de vertegenwoordiger van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister vormen het bureau. Dit laatste stelt de dagorde van de vergaderingen vast.

De raad vergadert na bijeenroeping van de voorzitter.

De raad stelt zijn huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister voor te leggen.

Door de zorg van zijn voorzitter besluit de raad over alle nodige of nuttige inlichtingen voor de vervulling van zijn opdracht.

Alle adviezen worden gericht aan de Regering die ze vervolgens aan de betrokken besturen, organismen of instellingen doorgeeft.

Art. 69. De Regering stelt het presentiegeld en de vergoedingen van de voorzitter en de leden van de adviesraad vast.

Het secretariaat van de raad en het bureau wordt door het Agentschap waargenomen.

TITEL IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotmaatregelen*

HOOFDSTUK I. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 70. Onverminderd de andere bepalingen van dit decreet en zolang de Regering de betrokken verordeningsbepalingen niet gewijzigd of opgeheven heeft, oefent het Agentschap de bevoegdheden uit die aan de Minister toegekend zijn bij :

1° het koninklijk besluit van 4 juni 1969, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1977, betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen aan de ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering;

2° het koninklijk besluit van 23 december 1970, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 december 1983 en 9 februari 1987, tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten;

3° het koninklijk besluit van 27 april 1971, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1977, tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten;

4° het koninklijk besluit van 11 september 1974, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1977, houdende toekenning van staats-toelagen voor de aankoop en het uitrusten van bestaande gebouwen bestemd als inrichting voor gehandicapten.

Art. 71. § 1. De aanvragen om tegemoetkoming door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, worden overeenkomstig de vóór die datum geldende bepalingen door de provinciegouverneurs onderzocht.

§ 2. De rechts- of natuurlijke personen bedoeld in artikel 29 beschikken over een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om de vereiste machtiging bij het Agentschap te verkrijgen.

§ 3. In afwijking van artikel 45 stelt de Regering de datum van inwerkingtreding van het eerste beheerscontract vast.

Art. 72. De naar het Waalse Gewest overgehevelde opdrachten, goederen en personeelsleden van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces worden aan het Agentschap toevertrouwd.

Art. 73. Binnen de perken van het aantal banen die de organieke personeelsformatie van het Agentschap voorziet en volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, mogen de ambtenaren die naar het Waalse Gewest zijn overgeplaatst overeenkomstig de artikelen 3, 7°, en 6, § 1, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, op eigen verzoek en met de toestemming van de Ministers van Sociale Actie en Ambtenarenzaken, overgeplaatst worden naar de administratie van het Agentschap.

Onverminderd de eerste alinea mag de Regering de voorwaarden vaststellen waaronder voornoemd personeel van ambtswegen naar de administratie van het Agentschap overgeplaatst mag worden.

HOOFDSTUK II. - Opheffings- en overgangsmaatregelen

Art. 74. Bij de inwerkingtreding van dit decreet worden opgeheven :

1° de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, met uitzondering van artikel 3, 2°, 3° en 4°, en de artikelen 17, 18, 24, 25, 26 en 27;

2° het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, met uitzondering van de artikelen 3, § 1, en 4 tot met 13;

3° het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, met uitzondering van de artikelen 2 en 22.

Op de door de Regering vastgestelde datum worden opgeheven :

1° de artikelen 4 tot met 13 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

2° het koninklijk besluit van 28 september 1981 tot oprichting van een Adviserende gemeenschapsraad voor minder-valide personen;

3° het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

4° het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

5° artikel 22 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

De uitvoeringsbesluiten en de verordeningsbepalingen genomen overeenkomstig voornoemde wettelijke bepalingen blijven van kracht totdat ze door de Regering opgeheven worden.

Art. 75. Tot de effectieve datum waarop de administrateurs-generaal benoemd worden en de personeelsleden van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces alsook de personeelsleden van de dienst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten van het Waalse Gewest naar het Agentschap worden overgeplaatst, voeren de administrateurs-generaal, het bestuur van voornoemd Fonds en de leden van voornoemde dienst de uit dit decreet voortvloeiende opdrachten uit onder toezicht van het beheerscomité van het Agentschap.

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen

Art. 76. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van de voorafgaande alinea treden de artikelen 13, 20, 21, 22, 29 en 30 in werking op een door de Regering vastgestelde datum. De Regering mag de datum van inwerkingtreding van andere bepalingen oek op een latere datum vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Services fédéraux des affaires scientifiques,
techniques et culturelles

Personnel. - Nomination

Par arrêté royal du 6 avril 1995, M. Van Langenhove, Luk, est nommé à titre définitif dans l'emploi de secrétaire général adjoint aux Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, à partir du 1er mai 1995.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Federale diensten voor wetenschappelijke,
technische en culturele aangelegenheden

Personeel. - Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 april 1995 wordt de heer Van Langenhove, Luk, met ingang van 1 mei 1995, in vast verband benoemd in de betrekking van adjunct-secretaris-generaal bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.